COMPAGNIE FRANÇAISE DES CAFÉIÈRES ET ÉLEVAGES DE CANALA ET THIO (NOUVELLE-CALÉDONIE).

Constitution

Compagnie française des caféières et élevages de Canala et Thio (Nouvelle-Calédonie).

(La Cote de la Bourse et de la banque, 31 juillet 1902)

Elle a pour objet principal l'exploitation agricole, industrielle, commerciale et minière des propriétés apportées par M. Jouve, ainsi que la création et l'achat de plantations, fermes, métairies et usines pour le traitement des produits coloniaux. D'autres objets accessoires sont énumérés à l'art. 2 des statuts.

La durée de la société a été fixée à 50 années.

Le siège social est à Paris, 2, rue de Compiègne.

Le capital est de 1.200.000 francs, et divisé en 12.000 actions de 100 francs chacune, sur lesquelles 11.750 entièrement libérées ont été attribuées à M. Jouve, en représentation de ses apports. Les 250 actions de surplus ont été toutes souscrites et libérées du quart. Sur les bénéfices nets, il sera prélevé 5 % pour la réserve légale et 10 % pour constituer un fonds de réserve extraordinaire. Le solde sera réparti de la façon suivante : 85 % aux actionnaires et 15 % au conseil d'administration.

Ont été nommés administrateurs : MM. Isidore Chessé, demeurant à Sannois ; André Jouve, 21, rue Bergère, à Paris ; Gillot, 4, rue de Compiègne ; Henri Jouve, 35, rue Magenta, à Asnières, et Gabriel Mermillod, 13 bis, rue Custine, à Paris. — *Petites Affiches*, 13 juillet 1902.

» AVIS aux CULTIVATEURS » *(L'Abeille de Fontainebleau, p. 4, col. 3)*

Familles de cultivateurs, désirant devenir propriétaires, ont intérêt à s'adresser, tous les jours de 2 à 7 heures, ou écrire, à la Compagnie Française des Caféières et Elevages de Canala et Thio, 2, rue de Compiègne, à Paris, qui possède, dans une des plus belles Colonies Françaises (climat très sain et très agréable), un grand domaine agricole en plein rapport.

(4952)

Dissolution

Cie française des caféières et élevages de Canala et Thio (Nouvelle-Calédonie).

(La Cote de la Bourse et de la banque, 20 novembre 1905)

Les actionnaires de cette Compagnie réunis en assemblée extraordinaire le 3 novembre 1905, ont voté la dissolution de la Compagnie à partir dudit jour, et ont nommé liquidateur M. Gustave Gillot. — *Petites Affiches*, 16 novembre 1905.

RECONSTITUTION

COMPAGNIE AGRICOLE ET COMMERCIALE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

FRANCE.

(*L'Europe coloniale*, 31 janvier 1906)

Compagnie agricole et commerciale de la Nouvelle-Calédonie. — Cette société vient d'être constituée le 16 décembre 1905 au capital de 1 200 000 francs. Elle a pour objet l'exploitation agricole, industrielle, commerciale et minière des propriétés qui sont apportées par M. Gillot, en sa qualité de liquidateur de la Compagnie française des Cafésières et Elevages de Canala et de Thio.

Sur les 12.000 actions, 3.250 sont attribuées à M. Gillot ès-qualité, en raison de ses apports, les 8.750 autres sont à souscrire en espèces.

Siège social : 26, rue Cadet à Paris.

Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie

(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 5 mai 1906, p. 2-3)

Depuis quelques années on a tenté, à l'aide d'ingénieuses réclames, des efforts multiples pour inviter les consommateurs de café à délaisser les marques favorites telles que le Moka, le Bourbon et le Martinique, en vue de leur faire apprécier et adopter certains produits du Brésil, du Venezuela et de la Nouvelle Calédonie, dont les prix sont bien inférieurs.

Si la tâche entreprise constitue une opération intéressante, très louable en soi, son succès n'en est pas moins malaisé en raison de la préférence obstinée du consommateur pour tel ou tel arôme, de la nécessité dans laquelle se trouvent les promoteurs à avoir recours à une publicité dispendieuse, de la concurrence acharnée que se font les divers pays producteurs de café, menacés de crises plus ou moins intenses résultant de la surproduction, enfin de la mobilité dangereuse des cours qui en est la conséquence.

Nous n'entreprendrons pas ici l'histoire des sociétés récemment constituées et dissoutes dont l'objet consistait à exploiter au loin des domaines pour y planter et cultiver des cafésières destinées à alimenter les maisons de gros et de détail de notre continent, mais il convient cependant d'examiner succinctement l'objet de la Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie dont les actions viennent d'être introduites au marché en banque, au cours de 110 et ses conditions de fonctionnement.

La Compagnie Française des Cafésières et Elevages de Canala et Thio (Nouvelle-Calédonie), qui vient de se transformer et s'appelle désormais la Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie a particulièrement connu les difficultés inhérentes à un objet comportant les aléas multiples que nous venons de signaler. Constituée en juin 1902 au capital de 1.200.000 fr., elle convoquait dès le 3 novembre 1905 ses actionnaires pour décider la liquidation « en raison de la perte de le moitié du

capital ». Le liquidateur de la Compagnie Française des Cafésières et Elevages de Canala et Thio a, par acte sous-seing privé, fait apport à la Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie, constituée également au capital de 1.200.000 fr., des domaines agricoles de la Nouvelle-Calédonie contre remise de 3.250 actions de 100 fr. entière ment libérées. — 8.750 actions ont été souscrites et libérées du quart, pouvant à toute époque être libérées par anticipation. Il n'est pas à notre connaissance que l'appel des trois quarts restant à verser, ait, — conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts — été fait. Nous n'avons trouvé aucun avis à ce sujet dans les journaux d'annonces légales. Dans ces conditions, il est permis de supposer que le marché que l'on veut établir sur les actions libérées de la société est fait à l'aide, seulement, de quelques titres libérés par anticipation.

Les statuts de la Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie publiés dans les *Petites Affiches* du 15 janvier 1906 ont été analysés dans la *Cote de la Bourse et de la Banque* du 31 janvier 1906.

Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 28 janvier 1907)

De renseignements qui nous sont communiqués sur la Compagnie agricole et commerciale de la Nouvelle-Calédonie, il ressort que cette société, constituée depuis le 27 décembre 1905 au capital de 1.200.000 fr., exploite un domaine de 12.000 hectares dans les centres de Canala, Lafoa [La Foa] et Thio. Ce domaine qui se compose principalement de plantations de café et de stations d'élevage a été successivement évalué, en 1897, à 1.045.625 fr. ; en 1900. à 1.292.000 fr. ; enfin en 1902, à 1.524.500 fr.

Cette progression dans les évaluations a suivi le développement de la culture et du bétail de la propriété. Depuis 1902 des éléments nouveaux sont d'ailleurs venus se joindre aux anciens.

Quels sont les éléments susceptibles de produire actuellement des bénéfices ?

En premier lieu, il y a le café. On escompte pour le premier exercice un rendement de 40 tonnes, vendu d'avance par contrat à raison de 2.000 fr. la tonne. Si cette prévision se réalise, la recette de la société de ce chef s'élèvera donc à 80.000 fr. La société étant de plus commissionnaire pour un stock supplémentaire de 100 tonnes lui laissant un bénéfice de 7.000 fr., la recette produite par cette branche de son exploitation se trouvera par suite portée à fr. 87.000

Sur les 3.000 têtes de gros bétail qui existent sur la propriété, 400 têtes seront prélevées pour la boucherie pendant le premier exercice, ce qui donnera un produit de 73.000

Les autres branches de l'exploitation (petit bétail, exportation de nacre, peaux, gomme et caoutchouc) seraient susceptibles de produire un chiffre de recettes de 55.000

Ce qui porterait le produit des diverses exploitations à 215.000

Quant aux frais généraux, sans qu'il soit possible de les chiffrer exactement, il semble qu'ils ne dépasseront pas la somme de 90.000

Le bénéfice serait ainsi de 125.000

Mais, en matière d'évaluations, il faut toujours procéder avec prudence. Des événements imprévus peuvent les modifier. Aussi, on ne peut les considérer, même lorsqu'elles paraissent sérieusement établies, que comme des incertitudes.

Quoi qu'il en soit, les premiers résultats obtenus paraissent encourageants : le bétail est bien venu ; la vente des peaux profite de la hausse des cuirs ; la dernière récolte du café est satisfaisante.

La Société escompte aussi le résultat que pourra donner d'autres éléments, comme la récolte du caoutchouc, le développement industriel et minier de la Nouvelle-Calédonie qui n'est qu'à son début. Elle compte aussi accroître le nombre de têtes de bétail qui existent dans sa propriété, nombre qui pourrait être élevé jusqu'à 10.000. Ce chiffre ne sera d'ailleurs pas exagéré, vu qu'il s'agit d'assurer la consommation des nombreuses populations environnantes et des ouvriers travaillant dans les mines voisines.

CONVOICATIONS EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
(*La Cote de la Bourse et de la banque*, 29 juillet 1908)

28 août, 4 h., ord et ext. — Cie Agricole et Commerciale de la Nouvelle-Calédonie. — Salle des Ingénieurs Civils, 19. rue Blanche, à Paris. — Ext., ordre du jour : Modification des statuts. — Fixation des dates de clôture des exercices annuels et de la réunion de l'assemblée ordinaire. — *Affiches Parisiennes*, 29 juillet 1908.

LES CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR
(*Le Soir*, 1^{er} octobre 1908)

Huet (Maurice), administrateur de la Compagnie agricole et commerciale de la Nouvelle-Calédonie, à Paris.

Compagnie française des caféières et élevages de Canala et Thio
(Nouvelle-Calédonie).

Société anonyme française, définitivement constituée le 27 décembre 1905.
(*Annuaire Desfossés*, 1909, p. 744-745)

Objet : l'exploitation agricole, industrielle, commerciale et minière des propriétés apportées par M. Gillot en sa qualité de liquidateur de la Compagnie française des Caféières et Elevages de Canala et Thio ; toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à cette exploitation, notamment : la création ou l'achat de toutes plantations, stations d'élevage, fermes, métairies et usines pour le traitement des produits coloniaux ; la vente et l'achat de tous les produits coloniaux et de tous animaux de boucherie et de reproduction ; l'achat, la vente, la location ou rechange de tous terrains ou propriétés, en rapport ou non ; leur exploitation et mise en valeur, soit par la Société, soit autrement ; la création de toutes agences ou succursales ; l'exploitation et l'alimentation de toutes maisons de vente et d'achat de marchandises diverses, importées ou du pays ; l'exploitation, par la Société ou des tiers, de toutes mines pouvant exister sur le domaine de la Société ; et en général toutes opérations de nature à augmenter les rendements des propriétés et concessions de la Société et à favoriser son développement.

Siège social : 36, rue Cadet, Paris.

Durée : 50 ans, du 27 décembre 1905.

Capital social : 1.200.000 francs, divisé en 12.000 actions de 100 fr. chacune, sur lesquelles 3.250, entièrement libérées, ont été remises en représentation des apports consistant en domaines situés en Nouvelle-Calédonie.

Conseil d'administration : 3 à 7 membres, propriétaires de 30 actions.

Année sociale : close le 30 juin.

Assemblée générale : avant fin décembre ; 1 voix par 10 actions, maximum 20 voix.
Dépôt 5 jours avant la réunion.

Répartition des bénéfices : 5 % à la réserve ; 10 % à un fonds de réserve
extraordinaire. Sur le solde 15 % aux administrateurs et 85 % aux actionnaires.

ADMINISTRATEURS

MM. L. Simon, G. Gillot, Huet.

Les actions de cette société sont inscrites à la Cote Desfossés, au comptant, depuis le
12 janvier 1907.

1907 plus haut, 153 plus bas, 123.

Avis du Syndicat des Banquiers en valeurs au comptant près la Bourse de Paris
(*L'Information financière, économique et politique*, 15 juillet 1909)

À partir du jeudi 15 juillet 1909, les valeurs suivantes ne figureront plus à la Cote :
Compagnie Agricole et Commerciale de la Nouvelle Calédonie